



La csq en négo

csq.qc.net

Avril 2010 • Volume 2 numéro 7

Les négociations s'intensifient !

En ouverture de ce premier Conseil général des négociations depuis la manifestation historique du Front commun, qui a eu lieu le 20 mars dernier, Réjean Parent a souligné avec fierté notre importante mobilisation. « Nous attendions près de 50 000 personnes, mais c'est plus de 75 000 manifestants, venus des quatre coins du Québec, qui se sont rassemblés pour signifier au gouvernement leur volonté de conclure ces pourparlers par une convention collective négociée. Je tiens à remercier toutes ces personnes, car elles ont lancé un message très fort au gouvernement. »

Le président de la CSQ a poursuivi en saluant l'excellent travail de mobilisation et de coordination effectué par les fédérations affiliées, ce qui contribue grandement à faire avancer les travaux aux tables de négociation. Puis il a fait état de l'évolution de la négociation et de la période tumultueuse, voire intense, dans laquelle nous nous retrouvons actuellement.

Il n'a pas hésité à dénoncer au passage l'attitude de certaines fédérations patronales, qui sont passées littéralement en mode confrontation depuis que la ministre du Conseil du trésor a affirmé vouloir laisser tomber certains irritants et a réitéré son désir de conclure une entente rapidement. « Si le Front commun a réussi à remettre la négociation sur les rails, le 29 mars dernier, nous n'avons pas encore véritablement senti tous les effets du blitz annoncé aux tables sectorielles. Toutefois, cela ne nous a pas empêchés de travailler sur des voies parallèles. »



Réjean Parent

Un dernier sprint de négociation ?

Depuis le 30 mars, les négociations se poursuivent en continu, tant au plan politique qu'aux tables de négociation, pour tenter de trouver un terrain d'entente. Rappelons qu'au cours d'une réunion extraordinaire, tenue le 29 mars dernier, les dirigeants syndicaux du Front commun (SISP, CSN et FTQ) et les ministres Gagnon-Tremblay, Courchesne et Bolduc ont réitéré leur objectif de conclure les négociations d'ici les premiers jours d'avril.

La dernière fois que les employés de l'État ont signé des ententes globales remonte à 1999. Les problèmes dans les réseaux publics n'ont fait qu'empirer au cours des dernières années parce qu'aucune négociation n'a eu lieu pour trouver des solutions. En effet, le décret de 2005 a imposé aux travailleurs un gel des salaires et certains reculs dans les conventions collectives. L'actuelle ronde de négociations doit absolument mener à des ententes négociées satisfaisantes qui contiendront des solutions tangibles aux graves problèmes que vivent nos services publics.



Entente de principe en matière de droits parentaux ?

À la Table centrale, la question des droits parentaux a bien progressé. Les personnes déléguées au Conseil général des négociations ont d'ailleurs approuvé l'entente de principe convenue avec le Conseil du trésor à ce sujet.



Crédit : Michel Marooux

La fin du décret n'est pas passée inaperçue

C'est une vérité de La Palice qu'après un budget, l'actualité ne fourmille qu'autour de cette question. Pourtant, cette fois-ci, nous pouvons dire que le Front commun a su tirer le tapis des pieds du ministre des Finances en organisant une série d'activités, le 31 mars, visant à souligner la fin des décrets et de la convention collective.

Dès 5 heures du matin et jusqu'au lever du jour, un commando a projeté sur des édifices publics de Montréal, Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières le message du Front commun à la population : « Vous méritez de bons services. » Les organisations syndicales ont voulu ainsi rappeler que les enjeux au cœur de ces négociations ont un effet direct sur la qualité et l'accessibilité des services publics offerts à la population. Cette activité a permis de donner le ton, puisqu'elle a reçu une excellente couverture médiatique qui s'est poursuivie tout au long de la journée.

Les prochaines heures seront déterminantes

En entrevue à la Presse canadienne, le 31 mars, le président de la CSQ, Réjean Parent, a mentionné que les prochaines heures seront déterminantes pour l'issue de la négociation dans le secteur public.

Malgré un budget fort mal accueilli par le Front commun, le président de la CSQ a mentionné que le courant continue de passer entre les négociateurs patronaux et syndicaux. Il déplore toutefois le fait que les négociateurs patronaux gaspillent de précieuses minutes de négociation en refusant de faire travailler certaines tables. « C'est trop lent et si nous souhaitons y arriver, il faut que la partie patronale accélère le rythme et mette les bouchées doubles. »

Manifestation du réseau scolaire CSQ

Le gouvernement doit négocier !

Des personnes déléguées de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), de la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) et de la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ) ont manifesté, tôt le 31 mars, sur le parterre de l'Assemblée nationale. L'objectif ? Rappeler au gouvernement qu'après plusieurs consultations, les employés du réseau scolaire CSQ ont clairement défini les besoins les plus urgents et ont mis de l'avant, dans le cadre des négociations, des solutions efficaces. D'une seule et même voix, les manifestants ont enjoint le gouvernement à réellement négocier aux tables sectorielles dans le cadre du blitz annoncé.